50e ANNÉE (5e SÉRIE) N° 43 26 OCTOBRE 1933

# L'AMI DU CLERGÉ

*Paraît à Langres tous les Jeudis*

**Mgr F. PERRIOT**
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

**Mgr A. ROZIER**
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

## Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. La bataille autour de Gergovie. — Ce qu'il faut penser de la découverte récente de cette cité, aux Côtes de Clermont. — II. Etude du texte de César à ce sujet. — III. Comment fut livrée la bataille de la Marne ; lumières sur les responsabilités et participations à la grande victoire française de 1914. — IV. Le plan Roosevelt ; ses chances de succès ; gravité des problèmes qu'il doit résoudre. — Qu'arriverait-il en cas d'échec ? — V. Contestations entre l'Italie et l'Angleterre autour du « Cénacle » à Jérusalem.

### I

Depuis l'étrange affaire de Glozel, sur laquelle s'est établi un profond silence, le public a conservé une certaine méfiance à l'égard des découvertes sensationnelles des archéologues. Il lui faut des précisions, des assurances. Il réclame surtout l'accord unanime des savants, avant d'accorder confiance aux nouvelles qu'on lui présente. C'est pourquoi une curiosité quelque peu sceptique s'est attachée aux révélations qui nous furent faites, il y a quelques mois, autour de *Gergovie*.

Il était admis que l'emplacement de cette illustre forteresse était connu, catalogué, consacré par un monument officiel et par l'assentiment des spécialistes les plus qualifiés. Et brusquement nous avons appris, par une communication de M. Auguste Audollent, Doyen de la Faculté des Lettres de Clermont-Ferrand, faite à ses confrères de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, le 10 février 1933, que l'on venait de découvrir, aux portes de Clermont, un vaste oppidum de 7 kilomètres de tour, près de deux fois aussi vaste que le mont Beuvray, plus de deux fois que l'oppidum d'Alésia, et que cet oppidum ne pouvait être que l'antique Gergovie.

Pour tous ceux qui connaissent M. Audollent, ses scrupules d'érudit, son attention minutieuse aux moindres détails, sa compétence en matière d'archéologie romaine et gallo-romaine, son nom seul était une garantie suffisante. L'auteur de la présente Causerie fut de ceux que son témoignage en cette affaire persuada sans nul retard. Il y avait bien cette chose étrange qu'un lieu si rapproché de la capitale auvergnate eût été jusque-là si mal exploré, et qu'un amas aussi formidable de ruines eût passé inaperçu. Mais les journaux nous expliquaient, avec forces preuves à l'appui, que le site des « Côtes de Clermont, » dont il s'agit, est peu accessible en temps ordinaire, qu'il est couvert de neige aux mauvais jours et de ronces pendant la période d'été, que la découverte ne pouvait être qu'un fait de demi-saison, que même alors un œil exercé était nécessaire pour reconnaître, dans le fouillis des roches, les traces indubitables d'une forteresse gauloise.

De fait, ce serait en mars 1932 qu'un peintre local, M. Maurice Busset, aurait, par le plus beau des hasards, trouvé ce qu'il ne cherchait pas ! Il était chargé de peindre à fresque, dans la nouvelle préfecture de Clermont, la bataille de Gergovie. Il lui fallait un modèle de rempart gaulois. Il se souvint de vieux murs aperçus jadis sur les Côtes ; il s'y rendit.

« Le voilà sur le plateau, » écrit M. Henri Pourrat, qui consacre à la *Dispute de Gergovie* un amusant article de la *Revue des Deux Mondes* (15 août 1933). « C'était après de grandes pluies. Un talus éboulé lui laisse voir, comme en coupe, une sorte de casemate. Quel curieux assemblage ! Des dalles en porte à faux, imbriquées les unes dans les autres, formant une voûte en encorbellement.

Il faut dire que M. Busset, qui a étudié les procédés des artisans terriens, imagiers, papetiers, potiers, et les vieilles habitudes des campagnes, est devenu un érudit de l'Auvergne, jusqu'en ses mystères ; c'est-à-dire un archéologue. Ces murs, ces pierrailles, ils les regarde mieux. Il voit des huttes rondes, il voit des huttes carrées, voûtées à coupoles, « évoquant les civilisations antiques des régions égéennes. » Il retrouve des voies dallées, des murailles coupées de portes, flanquées de tours : peu à peu, devant lui, c'est un oppidum qui s'organise. »

Ce fut certes pour M. Busset une belle victoire que de convaincre M. Audollent de la réalité de sa découverte. Mais il devait trouver rapidement de l'opposition. Le printemps de 1933 n'était pas fini qu'un communiqué du ministère vint faire savoir que les Côtes de Clermont ne seraient pas classées. Deux messieurs des Monuments historiques étaient venus à la préfecture et y avaient fait une brève enquête. Ces deux délégués ne se distinguaient, disons-le tout de suite, par aucune compétence particulière : l'un est un architecte en chef attaché au palais de Versailles, l'autre un inspecteur des objets d'art, spécialisé dans les bahuts Renaissance et les meubles Louis XVI. M. Audollent, l'auteur du Mémoire à l'Académie, n'a été ni visité ni même averti. La décision de

ces messieurs est sans appel. Comme le dit M. Pourrat, « un peu d'humour vient agréablement dans le débat. Mais après comme avant, le débat reste ouvert. »

Il est certain que la découverte de M. Busset rencontre sur place un grand nombre d'incrédules. Les Clermontois ne peuvent admettre qu'ils aient pu se promener tant de fois sur ces Côtes ou aux environs immédiats sans se douter qu'ils circulaient dans les rues de l'antique Gergovie. A vrai dire, il semble qu'une certaine dose d'imagination soit nécessaire pour voir, dans les ruines que M. Busset croit avoir identifiées, tout ce qu'il y voit. M. Pourrat, qui l'a accompagné dans une visite minutieuse des Côtes, laisse percer à chaque ligne de ses descriptions les doutes qui l'assaillent. Il résume ensuite les deux opinions en présence :

« Sur le désert des Côtes, écrit-il, deux voix maintenant se font entendre. « Indiscutablement, clame l'une, nous nous trouvons ici en face d'un oppidum pré-romain. — Sans aucun doute, riposte l'autre, il n'y a là que des vestiges de travaux agricoles. — Plus d'un millier de huttes... — Quelques dizaines ! — Postes ronds et voûtés, d'aspect oriental, huttes carrées à coupoles, linteau triangulaire et parfois arc de décharge... — Simples cabanes de bergers ou de vignerons telles que nos paysans en construisaient il n'y a pas quarante ans encore. — Remparts, casemates, abreuvoirs, chemins de ronde... Nous proposons cette vue cavalière de l'oppidum. — Cavalière ! C'est le mot : un peu trop cavalière ! — Ces restes constituent un ensemble raisonné qu'on ne peut de bonne foi attribuer au travail des bergers. — Impossible de voir ici autre chose qu'un puzzle informe de travaux d'épierrement et de clôture.

Le principal adversaire de la thèse Busset-Audollent est M. Lucien Gachon. Ce dernier fait autorité en matière de géographie. Or, il estime que M. Busset a surtout découvert ici « d'humbles faits de géographie humaine. » Le plateau des Côtes ressemble à une infinité de coteaux que l'on peut voir dans nos pays de montagnes et où la patience paysanne a créé des remparts étagés pour arracher aux flancs pierreux des collines quelques lambeaux de terre propices à la vigne ou à la culture des céréales. Quand on voyage dans la vallée du Rhône, on voit tout le long de sa route, spécialement dans l'Ardèche, des milliers de ces prétendus « remparts. » Il en fut de même sans doute sur les Côtes de Clermont. Ce plateau, comme ceux de Châteaugay, de la Serre, de Corent, de Bergonne, de Chalus et d'autres encore, a été, à une ou plusieurs époques, un labyrinthe de cultures, de clôtures, d'amas d'épierrement, de constructions en pierres sèches. L'homme avait commencé par cultiver la bonne terre sans cailloux des basses terrasses de la vallée. Mais il avait tout naturellement fait servir les coteaux à la culture de la vigne. Aux époques de surpeuplement, il a dû entreprendre l'aménagement des plateaux supérieurs. Avant d'y pratiquer la culture, il a été contraint d'enlever les pierres. La main-d'œuvre ne manquait pas ; on s'est mis à la tâche. Il convenait de faire tenir les pierres amassées dans le plus petit espace possible ; on en bâtissait donc des chemins, des murs, des abris contre la pluie, des resserres pour les outils de travail. Quand on le pouvait, on les reportait jusqu'aux bords de la pente. C'était là que les amas gênaient le moins le travail agricole. Aux âges de décrues humaines, les gratteurs de la terre abandonnaient les espaces trop haut placés et trop peu fertiles. Ce qui avait été jadis cultivé devenait la lande livrée aux moutons. Les abris abandonnés font ainsi figure de postes, et les basaltes lentement entassées, de remparts. Mais l'existence d'un oppidum est une création romanesque. M. Busset a laissé parler son imagination, voilà tout.

Comme on le voit, la contre-thèse est forte. Il faudrait des fouilles bien conduites pour décider entre les deux sentiments. Mais les fouilles coûtent cher. Pour les entreprendre, il faudrait un commencement de certitude. Nous sommes dans un cercle vicieux. Avec les siens, M. Busset a tenté d'interroger les entrailles du sol. Il a mis au jour une pièce carrée, recouverte d'un enduit rosâtre, des tessons, des fragments de moulins à bras, de lampes, un tronçon d'épée ou d'outil. Mais tout cela ne paraît pas encore très démonstratif.

« Nous nous sommes assis dans un de ces courtils herbus, écrit M. Pourrat. Il tire de sa poche de petites boîtes. Voici ce qu'on a trouvé par là, et dans les huttes de guetteurs : des tessons de cette poterie rose ou grise qu'on dit gauloise ; une mince fibule de bronze vert, des monnaies entières ou coupées en deux, empereurs à couronnes à pointes, le crocodile et le palmier nîmois ; de grosses perles d'ambre, en couronne, terreuses, rouilleuses, opaques, d'autres grains rongés, verts ou bleus, comme de la turquoise ou du jade. Et aussi, enfoui précieusement dans l'ouate, un fer de javelot ébréché retiré d'entre les pierres d'une muraille... Pauvre trésor, qui retient, qui intéresse, qui parle lui aussi d'une vie enterrée sous les décombres des âges. »

## II

Pourtant, si l'aspect du terrain et des ruines qui le recouvrent n'offre pas les arguments décisifs que M. Busset croit y voir, n'y aurait-il pas un autre moyen de s'assurer que l'on se trouve bien en face de l'antique capitale des Arvernes défendue contre César par Vercingétorix ? Après tout, ce qui fait la célébrité de Gergovie, c'est qu'elle fut, un jour, le rempart de l'indépendance gauloise contre l'invasion romaine. Si nous sommes tous très disposés à reconnaître que Rome nous apportait l'ordre, la culture, la civilisation, des biens inappréciables, nous n'en sommes pas moins fiers d'appartenir à une race énergique et vaillante qui sut résister longuement aux desseins de conquête de l'un des plus grands génies militaires que l'histoire connaisse.

Pour savoir si Gergovie, contre qui se brisa l'effort de César, est bien aux Côtes de Clermont plutôt qu'au sud de Merdogne, où se dresse le monument officiel, il semble qu'il y ait un moyen

bien simple : c'est le recours au texte célèbre de César lui-même racontant son échec devant l'oppidum gaulois.

Ce texte se trouve au livre vii des *Commentaires*. Prenons donc le *De Bello gallico*. Cela nous rajeunira ; nous l'avons traduit dans le temps, non sans peine peut-être ; il nous sera agréable d'y revenir quelques instants.

C'était en janvier de l'an 52. Vercingétorix, d'abord chassé de Gergovie par son oncle et par les chefs favorables aux Romains, y était rentré, en avait expulsé ses adversaires politiques et avait repris la direction de la guerre pour l'indépendance. Mais il ne réussit pas à empêcher César, qui revenait d'Italie, de rejoindre les légions campées en pays éduen. Peu après, la ville de Bourges, *Avaricum,* fut prise malgré ses efforts pour la défendre. César avait dix légions, soit de 50 à 60.000 hommes. Après la prise de Bourges, il détacha son lieutenant Labiénus, avec quatre légions, vers Lutèce (Paris). Lui-même, avec les six autres, se dirigea sur Gergovie. Vercingétorix avait une armée beaucoup plus nombreuse que la sienne. Les Gaulois étaient extrêmement braves, mais mal aguerris et peu disciplinés.

N'ayant pu disputer à César le passage de l'Allier, le chef arverne bat en retraite et va s'établir sous les murs de Gergovie. César arrive. Il reconnaît que la place est très forte et qu'il ne pourra l'enlever sans un siège.

« Elle était située, disent les *Commentaires,* sur une haute montagne, dont l'accès était défendu de toutes parts. C'est pourquoi il désespéra de l'enlever de vive force : il ne voulut pas non plus en former le siège avant d'avoir pourvu aux subsistances. Vercingétorix avait assis son camp près de la ville, sur une montagne ; ses troupes, rangées à de faibles distances, et par ordre de nations, occupaient toutes les hauteurs et présentaient un aspect terrible. Tous les jours au lever du soleil, les chefs qui formaient son conseil se rendaient près de lui, soit pour les communications à faire, soit pour les mesures à prendre ; et il ne passait presque pas de jour sans essayer la valeur des siens, en faisant combattre sa cavalerie, qu'il entremêlait d'archers. En face de la ville, au pied de la montagne, était une colline bien fortifiée et escarpée de tous côtés. En nous en rendant maîtres, nous gênions l'ennemi pour se procurer l'eau et pour aller au fourrage. Ce poste était gardé par une garnison assez faible. César sortit de son camp dans le silence de la nuit, et, chassant la garnison avant qu'elle pût être secourue, s'empara du poste, y plaça deux légions, et ouvrit d'un camp à l'autre un double fossé de douze pieds, pour assurer la communication contre toute attaque soudaine. »

Là-dessus, il apprend que le contingent envoyé par ses alliés éduens s'est mutiné en route, à l'instigation d'un chef mécontent. Il le rejoint à marches forcées, le fait rentrer dans le devoir et reprend en toute hâte le chemin de Gergovie. A mi-route, il apprend que les deux légions restées à la garde des camps ont eu à subir de furieux assauts. Il se hâte donc de les rallier et regagne ses positions avant le lever du soleil. Il se sent pourtant peu sûr des Eduens. Il se voit mal engagé et n'a plus qu'une pensée qui est de se tirer de ce mauvais pas, sans encombre. Il importe pourtant au plus haut point que sa retraite n'ait pas l'air d'une fuite.

Une occasion s'offre à lui ; il le croit du moins. En visitant le petit camp, il remarque qu'une colline qui, les jours précédents, était couverte de soldats, en est maintenant dégarnie. Il interroge les transfuges qui, chaque jour, venaient en foule à lui :

« Tous s'accordent, écrit-il, à lui dire, comme ses éclaireurs le lui avaient déjà rapporté, que le sommet de cette colline était presque plat, mais boisé et étroit du côté qui conduit à la ville. Les ennemis craignaient beaucoup pour cet endroit, car ils sentaient que si, déjà maîtres de l'autre colline, nous venions à prendre celle-ci, ils se trouveraient enveloppés de manière à ne pouvoir sortir, ni aller au fourrage. Pour fortifier cette position, Vercingétorix y avait appelé toutes ses troupes. »

Cela vu, César détache vers minuit plusieurs escadrons, les envoie battre ces quartiers avec un peu de fracas. A l'aube, il camoufle ses muletiers en cavaliers, les renforce de cavaliers véritables, les appuie d'une légion et dirige tout ce monde vers l'endroit pour lequel les Gaulois craignent. La feinte réussit. Les ennemis se portent en masse sur le point qui leur semble menacé. Les autres points de la défense sont dégarnis. César voit les camps vides de troupes. Il couvre les casques, boucliers et enseignes de ses hommes. Il en fait passer en grand secret un bon nombre du grand camp dans le petit. Il donne ses instructions aux légats des légions : « il ne s'agit, leur dit-il, que d'une tentative de surprise, non d'un véritable combat. Il ne faut donc pas laisser le soldat s'emporter par l'ardeur de la bataille ou le désir du pillage. » Il donne le signal à ses troupes et fait monter les Eduens, par une autre route, vers la droite. Les légions s'avancent, s'emparent d'un petit mur bâti par les Gaulois à mi-côte, font main basse sur trois camps de tribus. Tout cela se passe si promptement que le roi des Nitiobroges, qui faisait la sieste sous sa tente, ne s'échappe qu'à demi nu sur un cheval blessé. César prétend qu'il fit alors sonner la retraite, ce qui paraît bien invraisemblable, étant donné le mince résultat obtenu. Il aurait arrêté sur place la X[e] Légion qui l'accompagnait. Mais le reste des troupes se trouvait trop loin pour entendre les sonneries. Les Romains lancés à la poursuite de l'adversaire mis en déroute poursuivirent donc leur marche jusque sous les remparts de l'oppidum, situés à vol d'oiseau à 1.200 pas (environ 1.800 mètres) du pied de la colline de départ. Leur arrivée répand la terreur. Les femmes, du haut des murs, leur tendent de l'argent, des effets, et les supplient de leur laisser la vie. Plusieurs se glissent du haut du rempart et se rendent.

Cependant, l'alarme a été donnée dans l'armée de Vercingétorix. Les Gaulois accourent, la cava-

lerie en tête. Ils se reforment aux pieds des murs. Les femmes, changeant d'attitude, leur présentent leurs enfants en les encourageant et en les implorant pour le salut de la cité. Les Romains ont désormais le nombre et la position contre eux. Ils soutiennent mal le choc de troupes fraîches qui ne cessent de grossir. Tout à coup, ils voient apparaître les Eduens sur leur droite. Ils se méfient de leurs intentions. Le désordre se met dans leurs rangs. Le centurion Fabius qui s'est hissé sur les remparts avec trois hommes, est jeté à bas. Le centurion Petronius est massacré. Pressés, bousculés, les légionnaires reculent. Ils sont heureusement reçus par la X^e^ Légion, que renforcent des cohortes descendues du petit camp. Les rangs se reforment. Vercingétorix refuse de prolonger l'engagement. Il ramène ses troupes derrière les murs. La journée a coûté 700 hommes aux Romains, dont 46 centurions.

Après cela, César réunit ses troupes, leur reprocha sévèrement leur manque de discipline, releva leur moral en les persuadant que sans cette faute de leur part l'ennemi n'aurait rien pu contre eux et en offrant deux jours de suite la bataille aux Gaulois qui la refusèrent. Enfin, le troisième jour, il battit en retraite vers le pays des Eduens.

Tel est le récit de César [1]. Il s'agit de savoir d'après cela où se trouvait Gergovie.

Jusqu'à la Renaissance, on croyait que Gergovie était Clermont. Vers le milieu du XVI^e^ siècle, un humaniste Florentin, ingénieur et imprimeur, nommé Gabriel Symeoni, vint faire la découverte de ce pays perdu qui se nommait l'Auvergne. Au pied du Puy de Merdogne, à 6 kilomètres au sud de Clermont, il vit « les ruines d'une tour en forme d'églisette, que vulgairement on appelle Gergoye ». Il avait de l'imagination. Il se persuada que les noms de Romagnat et d'Aubière, situés au pied de la montagne, venaient de la phrase latine : *Romani hac obiere,* ce qui était un assez joli calembour. Et il conclut sans hésiter que Gergoye ne pouvait être que Gergovie.

Gergovie de Merdogne fut donc lancée par l'adroit Florentin. Il tombait assez bien au point de vue vraisemblance. Le plateau de Merdogne frappe l'imagination. Ce promontoire en table, aux rebords taillés net, qui barre si fortement l'horizon au sud de Clermont, semble prédestiné à devenir le siège d'une citadelle. Si Gergovie n'avait pas été là, Gergovie aurait tort ! Et n'était-ce pas une coïncidence troublante que ce nom de *Gergoye* donné à la « tour en forme d'églisette » ? Mais tout cela est-il bien certain ? Pourquoi ce nom de Gergoye ne serait-il pas le souvenir d'une villa gallo-romaine ? Pourquoi cette villa n'aurait-elle pas reçu son nom d'un patricien d'époque tardive qui se serait persuadé que sur l'emplacement de son domaine avait eu lieu la bataille célèbre dont il lisait le récit dans les *Commentaires ?*

Ce qui est sûr, c'est que jusqu'à 1862 le plateau actuel de Gergovie se nommait plateau ou Puy de Merdogne. Ce qui est sûr, c'est qu'on n'a trouvé sur ce plateau aucun vestige sérieux d'*oppidum.* Plus certainement qu'aux Côtes de Clermont, il faut reconnaître que les entassements de pierres que l'on y rencontre ne sont dus qu'à des travaux d'épierrement. L'abbé Lancelot, délégué par l'Académie des Inscriptions, en 1729, pour étudier les prétendus sites de Gergovie, conclut nettement que Gergovie ne pouvait être Merdogne. L'on n'y avait découvert ni monnaies ni quoi que ce soit de gaulois. Les érudits clermontois disent tout le contraire de nos jours. Cependant, MM. Desforges et Fournier, qui ont publié dans les *Mémoires de l'Académie de Clermont* une *Bataille de Gergovie* très consciencieusement étudiée, n'osent y faire état des fouilles accomplies, par ordre de Napoléon III, sous la direction du colonel Stoffel.

Et puis, quand on prend en main les *Commentaires* et que l'on essaie de lire sur le terrain le récit de la bataille, on s'aperçoit que le site de Merdogne ne correspond en rien à ce que dit César. « Les difficultés sont telles qu'on est allé jusqu'à dire que le texte de César n'avait pas de valeur topographique. »

Il est clair que cette assertion est un parti-pris. Le récit de César est assurément tendancieux : tous les *Mémoires,* dans tous les pays et tous les temps, sont des plaidoyers *pro domo.* César dissimule l'importance de son échec. Mais il est impossible d'admettre que les détails qu'il donne sur la position des lieux soient inventés de toutes pièces, ni que les souvenirs de ce grand capitaine aient été brouillés. Un général ne perd jamais la mémoire des lieux où il a combattu et couru quelque péril. En examinant les choses de près, on ne peut comprendre, — dans l'hypothèse de Gergovie au Puy de Merdogne, — que César ait dit que l'oppidum était situé *sur une montagne très haute* et d'accès très difficile : on y monte en automobile sans grande difficulté, par le col des Goules. On ne peut comprendre ce qu'il dit du *petit camp,* situé sur une colline enlevée aux Gaulois. On la place, cette colline, aux abords du village de Roche-Blanche, sur un petit ressaut de la montagne. Mais il est incompréhensible qu'il ait attaché tant d'importance à cette position qui est faible, et que Vercingétorix n'ait pas réussi à l'en déloger, pendant qu'il allait réprimer la rébellion du contingent éduen. Cela est si vrai, que MM. Desforges et Fournier supposent que l'occupation de cette hauteur n'a eu lieu qu'après le retour de César, ce qui est contraire au texte. Au surplus, à Merdogne, on est obligé, pour aboutir à quelque résultat, de retourner complètement les précisions données dans les *Commentaires,* c'est-à-dire de placer à droite ce qui est à gauche et inversement ! Bref, toute la bataille est inintelligible, quand on la situe à Merdogne. Voilà un fait incontestable.

Et en voici un autre qui ne l'est pas moins : c'est que toute la bataille se lit aisément si l'on se place aux Côtes de Clermont. Montons en pensée

[1] *Commentaires,* VII, 36-53.

sur ces Côtes. Nous voyons César arriver par la plaine. Il a devant soi un très haut mont, qu'il désespère d'enlever d'assaut. Vercingétorix a établi ses troupes entre l'oppidum et la vallée, derrière un mur de six pieds. Il occupe toutes les hauteurs du massif. Ses troupes, dans la position qu'elles tiennent, présentent un spectacle terrifiant, *horribilem speciem*.

César établit son camp à Clermont, c'est-à-dire sur l'emplacement actuel de cette ville. La colline qu'il enlève et où il installe son petit camp est Chanturgues, qui se trouve ainsi à sa droite, et non, comme à Merdogne, à la gauche du grand camp qui aurait été à Orcet. Le sommet de Chanturgues convient fort bien pour l'installation de deux légions, soit 11.000 hommes environ. Et il était facile à garder, une fois qu'on l'avait pris. Il avait aussi pour César cet avantage de fermer la route de la Limagne aux Gaulois de Gergovie. « Le double fossé de douze pieds de large que César fit tracer d'un camp à l'autre serait devenu le chemin creux qu'on voit encore. »

Quant à la bataille elle-même, elle se lit sur le terrain avec la plus grande facilité. Le point vulnérable pour les Gaulois était au revers du Puy de Var, situé au nord-est de l'oppidum. Les craintes de Vercingétorix se comprennent fort bien et la manœuvre de César encore mieux. Il envoie, de Chanturgues, ses muletiers et un détachement armé faire une démonstration sur le côté menacé, et pendant ce temps il lance une attaque brusquée sur les remparts de l'oppidum, par la route de la plaine, tandis que ses auxiliaires Eduens prenaient une route à droite et passant derrière Chanturgues.

Nous avons, sur cette attaque de César, un récit de Polyen, rhéteur grec du IIe siècle, dans un livre intitulé : *Stratagemata (Ruses de guerre)*. Ce récit, calqué sur le texte de César, s'accorde à merveille avec le terrain des Côtes.

« Les lieux mêmes éclairent le *De Bello gallico*, écrit M. Pourrat. On s'aperçoit que César ne pouvait être plus net sans longueurs. Il n'y a pas à solliciter ces lignes pour les appliquer au terrain ; c'est le terrain qui les explique et qui leur donne tout leur sens. La reconstitution de la surprise tentée aux Côtes par l'excellent Doyen de l'Université de Clermont, M. Desdevises du Dézert, correspond à la fois à la topographie et aux textes. » Les distances elles-mêmes sont précises. L'attaque partie en grand mystère du grand camp ne débouche en plein jour que du Calvaire de Saint-Alyre, qui est exactement à 1.800 mètres, à vol d'oiseau, du sommet du plateau.

Il est donc certain que l'emplacement des Côtes a sur celui de Merdogne un avantage énorme. Et pourtant on ne peut rien dire encore avec certitude. M. Pourrat conclut avec prudence :

« Il se peut que l'oppidum des Côtes ne soit qu'un songe. Je crois sentir que pour M. Busset c'est une magie d'enfance, une de ces choses qui mordent sur l'imagination et la font travailler. Tout enfant, sans doute, aux jeudis de congé, il s'est arrêté devant ces huttes, ces remparts, il a fait là provision de rêves et d'énigmes. Dans le détail, ces organisations de pierres me semblent peu de chose : un mur qu'on enjambe, ou bien un tas de basalte sous des ronces. Mais cet ensemble, ces épaisses traînées de rocailles sur la pente, ces blocs, la falaise, tant d'amas épars traçant de grands signes rompus sur le gazon... Ce chiffre si ancien... Quel singulier bastion où la garnison pouvait évoluer à cheval ! On voit bien là des hordes de chevaux poilus, toute une sauvagerie montagnarde, une sorte de camp à la fois désert et fourmillant d'un peuple paysan et primitif... L'étonnant ici, et en conscience je dois le dire, c'est que les *Commentaires* y prennent un singulier relief. La précision, l'expression nette et significative dans les détails topographiques qu'a, selon M. Camille Jullian, la description d'Alésia, se retrouvent dès lors également dans la description de Gergovie. Adaptés à ces lieux, les chapitres du siège ont cette transparence colorée qui laisse voir la vie. Ce qu'ils rapportent cesse d'être une notion pour parler aux yeux et devenir une sorte de souvenir. »

Il est vrai que certains érudits locaux, une fois le sens des textes retourné de gauche à droite, s'extasient sur la précision de César vue du puy de Merdogne !

Nous dirons donc avec M. Pourrat : « Pas de débats sur les textes : ils ne mènent à rien. Pas de débats, mais des fouilles. Qu'on en fasse à Merdogne et qu'on en fasse aux Côtes. Après quoi, là, on saura à quoi s'en tenir sur les découvertes de Stoffel ; et ici, les pierres mystérieuses entreront dans le domaine des sérieuses discussions archéologiques. Fouilles modestes, vu le malheur des temps, mais qui devraient permettre d'y voir clair, à la fin des fins. »

## III

La bataille de Gergovie, c'est bien loin de nous. Et ce ne fut pas une bataille décisive, une de ces quinze ou vingt grandes batailles qui ont changé la face du monde. Il n'est donc pas, à la rigueur, très nécessaire de savoir avec minutie où et quand elle s'est livrée. On n'en pourrait dire autant de la *bataille de la Marne*. Celle-là a changé la face du monde. On l'a dit tout de suite après qu'elle fut finie ; on le redit maintenant qu'on la comprend mieux et qu'on mesure plus exactement ses conséquences inévitables, et celles qu'aurait entraînées une défaite des Alliés, en ces jours mémorables.

Pour ce qui est des lieux où se déroula la bataille de la Marne, je ne sais pas ce que l'on en saura dans deux mille ans ; mais nous sommes parfaitement renseignés pour l'instant. En ce qui concerne la date, les précisions ne sont pas moindres. Jusqu'ici, ce n'était que sur les acteurs et l'importance de leur participation aux résultats obtenus que portaient de nombreuses et parfois âpres discussions. Le colonel Grasset veut éclairer à fond les problèmes demeurés pendants. Il nous parle de la bataille de la Marne dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er septembre. Son exposé

est saisissant de clarté. Nous allons en donner les grandes lignes le plus nettement qu'il se pourra.

« Voilà dix-neuf ans, écrit-il, la France fut sauvée sur la Marne, comme elle avait été sauvée à Châlons, il y a quinze siècles, et à Poitiers, trois siècles plus tard. Un grand événement, parmi les plus grands, dont l'histoire a eu quelque peine à s'emparer. D'aucuns sont allés jusqu'à y voir un miracle. D'autres, ne comprenant pas l'action du Haut Commandement, ont nié cette action et attribué à des initiatives d'une très haute importance, mais secondaires tout de même, un effet qu'elles n'avaient pas eu et qu'elles ne pouvaient pas avoir. »

Ce qui permet maintenant d'établir les responsabilités, c'est d'une part que tous les grands premiers rôles ont parlé. Nous possédons les *Mémoires* de Joffre, Gallieni, Foch, French, Lanrezac,... Moltke, von Kluck, Hausen, Bulow, et d'une multitude d'autres qui les recoupent et les complètent. Le maréchal Franchet d'Esperey travaille aussi à ses *Mémoires,* et le colonel Grasset a pu les consulter à loisir. D'autre part, toutes les pièces officielles sont classées et connues. On sait donc bien ce qui s'est passé dans cette première semaine de septembre 1914, qui vit le reflux des envahisseurs, provoqua la transformation de la guerre de mouvement en guerre de positions et finit par amener la débâcle germanique. Il est possible désormais de mettre chacun à sa place exacte et il est juste et bon de le faire.

La situation était tragique pour la cause française, dans la dernière semaine d'août. Nous avions perdu, le 22 août, *la bataille des frontières.* Depuis la Sambre jusqu'à Verdun, sur un front de plus de 200 kilomètres, près d'un million d'hommes, — quatre armées françaises et une anglaise, — reculaient, serrées de près par un ennemi victorieux et ardent.

Mais le généralissime français avait des qualités suffisantes de sang-froid, de sérénité, de « solidité, » si l'on peut dire, pour ne pas s'émouvoir des pires événements.

Ce fut sans nul doute une véritable bonne fortune pour la France d'avoir un Joffre à la tête de son armée. En effet, le 24 août, quand toutes les nouvelles lui furent parvenues de tous les points de l'immense champ de bataille qu'il avait à surveiller, avec une imperturbable liberté d'esprit, Joffre songe à livrer une nouvelle bataille, sur la ligne Amiens-Verdun. Et il la prépare aussitôt. Il envoie le 25 août une *Instruction* à ses commandants d'armée. Il y prévoit que l'armée reconstituée et ravitaillée fera front contre l'adversaire, pendant qu'une nouvelle armée de manœuvre, confiée au général Maunoury, attaquera les Allemands sur leur flanc droit. Cette 6e Armée, encore inexistante, comptera un corps actif, le 7e, quatre divisions de réserve et d'autres unités qui débarqueront à Amiens entre le 27 août et le 2 septembre.

Or, ce même 25 août, Joffre reçoit un ordre impératif du ministre de la guerre, Messimy, lui prescrivant d'affecter un minimum de 3 corps actifs à la garde de Paris. Dans cet ordre, Joffre voit avec raison une ingérence du Gouvernement dans la conduite des opérations militaires. Cette ingérence, il est bien décidé à ne pas l'accepter. Mais ce n'est pas l'heure de discuter ni de protester.

Il n'en tient donc aucun compte et poursuit son idée.

Malheureusement, la marche de l'ennemi s'accélère. A notre gauche, les Anglais ont été bousculés. Les débarquements de l'armée Maunoury ne peuvent se faire à Amiens. Il faut donc renoncer à la bataille Amiens-Reims-Verdun. Il faut reculer et prendre du champ. C'est le territoire français envahi bien plus profondément. Joffre le sait ; il pèse le sacrifice ; mais il le juge inévitable. La France n'a qu'une armée : il ne faut plus la risquer qu'à coup sûr !

De Vitry, le 30 août, un mémoire est adressé aux armées. Il prescrit de *durer,* de profiter de toutes les occasions pour contenir l'ennemi, lui « donner des leçons, » de maintenir les troupes en main et avec l'esprit offensif, de façon à pouvoir, au premier signal, se reporter en avant. Le même mémoire indique les emplacements terminus au-delà desquels le repli ne doit pas être envisagé. La ligne jalonnée par Joffre est la suivante : Bray-sur-Seine à Arcis-sur-Aube, pour la 5e Armée, — Vitry à Bar-le-Duc, pour la 4e, — région au nord de Bar-le-Duc, pour la 3e. Le pivot sera Verdun. L'armée anglaise se situera entre Juvisy et Melun. La 6e Armée, celle de Maunoury, reportée dans la région parisienne, formera la garnison du camp retranché de la capitale.

L'idée de Joffre est alors bien arrêtée. Le 30 août, Maunoury lui offre d'attaquer le flanc droit de von Kluck, qui commande l'aile marchante des Allemands, afin de soulager la retraite de notre 5e Armée. Joffre refuse ; il ne juge pas l'occasion favorable.

Mais voici que cette occasion se dessine. L'ennemi est arrivé à portée de Paris. Il a désormais à choisir : ou bien il devra consacrer une partie importante de ses forces à attaquer le camp retranché, et alors, sur l'immense étendue du front Paris-Verdun ses effectifs seront amoindris et il sera possible de passer à l'offensive ; ou bien il négligera Paris pour s'attacher aux armées en retraite, et la manœuvre que proposait Maunoury, celle pour laquelle son armée avait été prévue à Amiens, pourra avoir un rendement décisif.

Pendant ce temps, Joffre crée une nouvelle armée, la 9e, qui est confiée à Foch et qui aura pour mission de renforcer le centre, et d'assurer la liaison entre la 4e et la 5e Armée.

Le 29 août, on a enregistré, à Guise, un beau fait d'armes : le général Lanrezac, si malmené à Charleroy, mais qui est un homme d'énergie et de grande valeur, a fait front contre la garde prussienne et le Xe Corps prussien, trop ardents à

le poursuivre, et leur a infligé des pertes sensibles.

Enfin, le généralissime apprend que des trains bondés de soldats traversent la Belgique, se rendant sur le front oriental. C'est la participation de nos alliés russes à la grande bataille de demain. Ils nous apportent une très heureuse diversion.

A Paris, on ne savait pas grand'chose de tout cela. On ne pouvait ignorer cependant le recul général des nôtres. L'angoisse était grande dans les milieux officiels : l'ordre malencontreux de Messimy rappelé plus haut en est une preuve. Le 27, on avait nommé commandant du camp retranché un grand colonial, Gallieni, qui était aussi un grand capitaine.

Il inspecte les défenses de la ville : elles sont pitoyables. Il lui faudrait quinze jours pour les mettre en état. On ne peut donc espérer défendre Paris qu'en rase campagne. Le 29, il en rend compte à Joffre. Le 30, Millerand, qui vient de remplacer Messimy, lui demande quand le gouvernement devra quitter Paris ; Gallieni répond que la ville ne peut résister et qu'il faut partir tout de suite. Le 31, Millerand demande des précisions au Grand Quartier Général, qui répond que les Allemands seront devant Paris le 5 septembre. Le 1er septembre, Gallieni est informé que le gouvernement quittera la ville le lendemain. A ce moment arrive à Paris la nouvelle du désastre de Tannenberg. On devine ce que pouvait être, à cette nouvelle, l'inquiétude du gouverneur de la capitale.

Au matin du 1er septembre, Joffre suppute ses chances. Il voit ses armées en retraite sur toute la ligne, les Anglais bien démoralisés et hors de contact avec leurs adversaires immédiats, sa 5e Armée toujours menacée d'enveloppement. Il ne juge pas le moment venu de livrer bataille. Il quitte donc son quartier de Vitry-le-François et va s'installer à Bar-sur-Aube, chez M. Tassin. Au début de l'après-midi, une Instruction générale est rédigée. C'est la fameuse *Instruction générale no 4,* ainsi qu'elle s'appelle par l'erreur d'un secrétaire, car l'Instruction no 3 n'existe pas. Elle prescrit une attitude offensive aux armées les moins menacées et la continuation de la retraite à la 5e Armée, dont la gauche n'est pas assurée encore. A ce moment, Joffre prévoit la ligne de repli suivante : un corps de cavalerie au sud de Bray, — la 5e Armée, au sud de Nogent-sur-Seine, la 4e, en arrière de l'Ornain à l'est de Vitry, — la 3e, au nord de Bar-le-Duc. Cette dernière armée serait renforcée et portée à l'offensive. Joffre prévoit pourtant que la 6e Armée, qui a été affectée à la défense du camp retranché, devra participer à la grande manœuvre qu'il médite. Aussi demande-t-il au gouvernement de placer le camp retranché sous les ordres du Grand Quartier Général, « pour pouvoir, précise-t-il, le cas échéant, associer la garnison mobile de la place aux opérations des armées de campagne, sans que cette garnison puisse être éloignée de la place à une distance trop grande pour compromettre sa sécurité. »

A peine cet important courrier est-il parti que le ministre de la guerre transmet à Joffre une suggestion du maréchal French, commandant l'armée anglaise [1]. French proposait de s'arrêter sur la Marne, avec des renforts aussi puissants que possible sur la gauche française, et de reprendre l'offensive. Il déclarait que l'armée anglaise prendrait l'offensive dans la région de Nanteuil-le-Haudoin. Joffre se réjouit sans doute de la résolution de French, mais il ne juge pas son plan acceptable. Un front disposé sur la Marne, et par conséquent le ventre en saillie et les ailes refusées, appellerait naturellement un enveloppement de ses flancs et c'est ce qu'il faut éviter à tout prix. Il sait, du reste, que les trois corps britanniques ne sont guère en situation de reprendre l'offensive, quoi qu'en pense leur chef, et doute de la possibilité d'une action de grande envergure. Ici encore il se montre l'homme réfléchi et froid qui pèse et suppute ses chances. Malgré l'insistance de Millerand, qui regrette d'avoir à quitter Paris et croit que le plan de French lui permettrait d'éviter ce départ peu glorieux, Joffre repousse la suggestion. Il se contente donc d'attirer l'attention des Anglais sur son Instruction générale no 4. Le 2 septembre, il appuie et confirme sa pensée. Ses expressions sont alors très nettes et très fortement exprimées. Il définit ainsi son plan :

« Soustraire les armées à la pression de l'ennemi et les amener à s'organiser et se fortifier dans la zone où elles s'établiront en fin de repli ;

Etablir l'ensemble de nos forces sur une ligne marquée par Pont-sur-Yonne, Nogent-sur-Seine, Arcis-sur-Aube, Brienne-le-Château, Joinville, sur laquelle elles se recompléteront par les envois des dépôts ;

Renforcer l'armée de droite par deux corps prélevés sur les armées de Nancy et d'Epinal ;

A ce moment, passer à l'offensive sur tout le front ;

Couvrir notre aile gauche par toute la cavalerie disponible, entre Montereau et Melun ;

Demander à l'armée anglaise de participer à la manœuvre : 1o en tenant la Seine de Melun à Juvisy ; 2o en débouchant sur le même front lorsque la 5e Armée passera à l'attaque.

Simultanément, la garnison de Paris irait en direction de Meaux. »

C'est bien, en somme, la manœuvre qui va s'exécuter et qui fera de la bataille de la Marne une grande victoire. Mais les circonstances vont conduire à une réalisation du plan avant que le repli n'ait atteint la ligne prévue. On peut se demander ce qui serait arrivé si Joffre avait attendu quelques jours de plus et s'il avait accompli de point en point son dessein. Mais on ne refait pas l'histoire. L'art de la guerre consiste à profiter des

[1] Pour ménager la sensibilité anglaise, l'armée de French n'était pas placée sous les ordres de Joffre. Elle ne devait obéir, en cas de litige, qu'aux ordres venus de Londres sur la proposition de Paris. C'est ce qui explique que la suggestion de French passe par le ministère avant d'arriver à Joffre.

occasions et non à s'en tenir à la théorie. Joffre, pressé par le gouvernement, qui le trouvait trop timide, fut obligé de défendre son point de vue par une *Note personnelle et secrète,* adressée le 3 septembre à Millerand. Ses fermes explications prouvent qu'il sait clairement et fortement ce qu'il veut et que l'impatience générale ne le porte pas à précipiter son mouvement.

Cependant, à Paris les inquiétudes ne cessent de grandir. Gallieni hâte les travaux défensifs. Il accomplit des prodiges d'activité et galvanise toutes les énergies. Mais il ne peut s'empêcher de trouver bien lourde la tâche qui lui échoit de défendre la capitale contre un ennemi d'une supériorité écrasante. Les troupes dont il dispose sont incapables de supporter un choc sérieux ; les tranchées sont à peine ébauchées par endroits. Et nos armées refluent vers le Sud sans lui porter secours. Il n'a comme rideau mobile de la défense que la 6e Armée de Maunoury. L'extrême gauche de nos troupes en retraite se trouve à 60 kilomètres à l'Est de la capitale, et l'ennemi cherche visiblement à tourner cette aile gauche en s'insinuant entre la capitale et elle.

Gallieni a l'impression qu'il est sacrifié par le haut commandement et il s'en émeut. Le 1er septembre, il va voir Maunoury, qui est sous ses ordres. Il lui prescrit de tenir sur la ligne Compiègne-Clermont, puis de reculer lentement, en couvrant le front nord de Paris. Mais la 6e Armée n'est pas très forte ; elle est composée d'éléments inégaux, dont quelques-uns n'ont qu'une faible valeur militaire. Revenu à Paris, il prend le téléphone, il avertit le Grand-Quartier que Paris est incapable de se défendre lui-même, qu'il n'a pas de troupes, que celles qu'il a sont médiocres. « Il faut, conclut-il, que le général Joffre nous secoure pour la défense des fronts nord et est. »

Le 2, à l'aube, son ordre du jour annonce la bataille. L'ennemi peut être dès le 3 devant Paris. Il faut que tout le monde soit à son poste de combat et que toutes les dispositions soient prises pour la lutte imminente. Il adresse un ultime appel au généralissime : « Paris, si vous ne lui donnez pas des troupes actives de renfort, au moins trois corps d'armée, est dans l'impossibilité absolue de résister. »

Ce même jour, à 7 heures, arrive une demande du maréchal French réclamant de la garnison de Paris une démonstration vers l'est, afin de soulager la retraite anglaise. Mais avec quoi faire cet effort ? Gallieni n'a qu'une division de vieux territoriaux... Il ne peut que barricader les portes de Paris, pour qu'une attaque brusquée d'autos blindées ne vienne pas jeter la panique et le désordre dans la cité.

Le 3 septembre, il apprend que le camp retranché a été placé sous le commandement de Joffre. Il lui écrit immédiatement pour avoir des ordres et savoir le rôle qui va lui échoir dans la manœuvre d'ensemble, en rappelant que la garnison est d'une extrême faiblesse.

L'armée Maunoury est arrivée entre Dammartin et Saint-Denis. L'armée anglaise est à sa droite entre Dammartin et Lizy-sur-Ourcq et se prépare à franchir la Marne. Le gouvernement part pour Bordeaux et Gallieni lance une proclamation à la fois simple et pathétique où on lit ces mots : « J'ai reçu le mandat de défendre Paris contre l'envahisseur. Ce mandat, je le remplirai jusqu'au bout. »

Arrivé à ce point de son récit, le colonel Grasset s'écrie : « Mais voici du merveilleux !... Est-ce toujours sainte Geneviève qui protège l'antique cité ? » De fait, si l'on doit placer une intervention visible de la Providence en faveur de la cause française, bien compromise à cette heure-là, il faut la voir en cette minute décisive où l'on apprit que von Kluck, négligeant Paris prêt à tomber entre ses mains, infléchit la direction de ses troupes victorieuses vers le sud-est, à la poursuite des armées françaises en retraite. Ce fut cette décision de von Kluck qui changea la suite des événements.

De fait, le 3 septembre, les renseignements qui arrivent à l'état-major de Gallieni sont tous concordants : les Allemands ne marchent plus sur Paris. Gallieni n'en peut croire ses services ; il prend des mesures pour s'assurer de la vérité. Le Quartier Général britannique confirme les données qu'il obtient. Le doute n'est plus permis. Gallieni a reçu entre temps les ordres de Joffre, qui lui prescrivent de pousser l'armée Maunoury vers l'est pour faire sentir aux Anglais qu'ils sont soutenus. Gallieni, en possession de tous ces renseignements, prend une décision énergique et heureuse. Il ne craint plus pour la ville. Il n'est pas de ces timides qui se sentent paralysés par leurs responsabilités et n'osent engager les forces dont ils disposent, par excès de prudence. Invité par Joffre à soulager les Anglais, il décide de lancer toutes ses forces et de les engager à fond. Le 4 septembre, à 9 heures, il signe l'ordre de l'offensive donné à Maunoury pour le lendemain. Il ne lui indique pas encore la ligne de marche et prend pour cela les ordres de Joffre. Il y a donc parfaite concordance entre les volontés de ces deux grands chefs et on ne peut faire gloire à l'un plutôt qu'à l'autre de la conception de la grande manœuvre de la bataille qui va s'engager, ou plutôt, Joffre, étant le chef suprême, conserve toute sa gloire, et Gallieni, en toute justice, doit garder celle de l'avoir compris et de l'avoir secondé avec une énergie sans égale. Tout ce que l'on pourrait dire, c'est que si Joffre n'avait pas envisagé une participation aussi importante des troupes du camp retranché à la bataille prévue, cela venait de ce que Gallieni lui avait constamment dépeint l'impuissance où il se trouvait. Gallieni, de son côté, n'avait parlé de cette impuissance que dans l'hypothèse d'une attaque sur Paris. Mais du moment qu'il n'en était plus question, il n'hésitait plus à donner toutes ses forces et à les jeter dans la bataille générale. Comme le note le colonel Grasset, « pour accepter un aussi dangereux sacrifice, il

fallait un chef audacieux, d'une haute intelligence, d'un grand caractère et d'un grand cœur : un très grand capitaine, pour tout dire ; par bonheur pour la France, Gallieni était cela. »

Et ainsi se précise exactement la part de Gallieni dans la grande victoire qui sauva alors la France.

Mais revenons à Joffre, à qui l'histoire doit attribuer, malgré tout ce qui a parfois été dit, le mérite principal de la conception en cette formidable affaire. La grave question qu'il se posait était celle-ci : « Mes troupes, en retraite depuis douze jours, sont-elles en état de faire front et de battre l'ennemi qui les talonne sans arrêt ?... » On peut dire que le rétablissement de la Marne est presque sans exemple dans l'histoire. Dire à des troupes harassées et qui viennent de reculer de 200 kilomètres : « Halte-là ! Demi-tour et nous tombons sur le vainqueur, pour le forcer à reculer et le rejeter hors du pays, » cela demande une audace, une force d'esprit, une sûreté hors de pair. Autour de Joffre, les meilleurs hésitent. Le général Berthelot, premier aide-major général, ne croit pas que le rétablissement soit possible. Il conseille la retraite au-delà de la Seine, où l'on pourra se ressaisir. Joffre a été de cet avis. Mais l'occasion est là. Ne faut-il pas la saisir ? L'ennemi peut s'apercevoir de sa faute, se repentir, prendre une direction nouvelle. Il décide de consulter ses chefs d'armée, notamment le nouveau chef de la 5e Armée qui est le plus directement intéressé, et le nouveau chef de la 9e Armée qui n'est autre que Foch.

A la 5e Armée, Lanrezac, l'un des plus remarquables stratèges de notre époque, avait, au lendemain de Charleroi, réussi la plus difficile des retraites. Le 29, il avait remporté le beau succès de Guise. Mais c'était un caractère violent et emporté. Il ne savait pas s'empêcher de dire au Grand-Quartier les inconvénients qu'il voyait aux opérations qui lui étaient commandées. Il était en mauvais termes avec les Anglais, qui lui reprochaient de manquer de correction. Ce fut cette dernière raison qui détermina Joffre à se priver des lumières de Lanrezac et à le remplacer par Franchet d'Esperey, qui commandait le Ier Corps.

Le 3 septembre, Joffre avait fait venir ce dernier. « Vous sentez-vous capable de prendre le commandement de la 5e Armée ? lui dit-il sans préambule. — Aussi bien qu'un autre. — ? — Mais oui ! Plus on monte, plus c'est facile. On est mieux secondé. La tâche la plus difficile m'a toujours paru être celle du caporal, obligé de remuer quatorze gaillards, sans être aidé par personne et en vivant au milieu d'eux... — C'est bien ! Rentrez à votre Quartier-Général et tenez-vous prêt à venir. »

Le soir même, c'était fait. Pour recommandation unique, Joffre lui disait : « Lanrezac était au plus mal avec les Anglais. Marchez d'accord avec eux. »

Franchet d'Esperey est un grand chef. Il a une tâche très lourde. La 5e Armée a beaucoup souffert. Le 3e Corps a été presque anéanti. La retraite a usé les courages et les forces physiques. Franchet d'Esperey apporte au commandement une volonté de fer [1]. Son premier soin est de se mettre en contact avec les Anglais et de réparer le mauvais effet des rudesses de Lanrezac. Les renseignements qu'il en reçoit lui font voir la Ire Armée allemande « en l'air », c'est-à-dire mal reliée à la IIe Armée, celle de Bulow, et menacée sur ses flancs par les troupes de Paris. C'est à ce moment que lui arrive la demande de Joffre : la 5e Armée est-elle en état de reprendre l'offensive ? Sans avoir vu toutes ses troupes, il répond aussitôt par l'affirmative. Il essaie de faire partager sa conviction par le général Wilson, qui est venu conférer avec lui, au nom de French. Wilson subit profondément son influence, il promet de l'appuyer auprès de French. Séance tenante, d'Esperey répond à Joffre. Il donne son avis, trace les lignes de la prochaine bataille, en indiquant le rôle qu'il conviendrait d'attribuer à son armée, à celle des Anglais, à celle de Maunoury, enfin à celle de Foch. La netteté de sa vision des choses est aussi admirable que celle de Gallieni. Il mérite une place tout près de ce dernier dans le mérite de la victoire.

Gallieni avait aussi essayé d'agir sur les Anglais. Il était pour l'offensive immédiate. Dans la même journée du 4, il avait tenté de voir French, ne l'avait pas rencontré et avait consacré trois heures à convaincre le général Murray, son chef d'état-major, de la nécessité d'arrêter la retraite et de passer à l'attaque. Murray, prudent et pessimiste, ne s'était engagé à rien. De retour à Paris, Gallieni demandait Joffre au téléphone, insistait pour que la 6e Armée fût jetée sur le flanc des Allemands, au nord de la Marne et non au sud, et que l'attaque commençât dès le lendemain, 5 septembre. Joffre le rassure et lui annonce qu'il ne combattra pas seul, que l'ordre de passer à l'offensive va être expédié aux armées.

Que s'était-il passé ? Au Grand-Quartier, les avis étaient toujours partagés. Berthelot soutenait encore que le passage à l'offensive ne pourrait se faire que sur la Seine, en partant d'Arcis-sur-Aube, en direction du nord-est.

En attendant, le Grand-Quartier est obligé de se transporter à Châtillon-sur-Seine. Joffre interroge une dernière fois ses conseillers techniques. Berthelot n'a pas changé d'avis. Le général Belin est indécis. Le commandant Gamelin est pour l'offen-

[1] Un épisode donne sa mesure. Pendant que Lanrezac lui passe le commandement, il entend son chef d'état-major, le général Hély d'Oissel, qui au téléphone a des réponses embarrassées. Il se redresse. — « Qu'est-ce que c'est que ça ? s'écrie-t-il. — C'est le général commandant le 11e Corps d'armée qui dit être dans l'impossibilité d'exécuter en temps voulu l'ordre qu'il a reçu... — Passez-moi ça ! — Allo ! Ici, le général d'Esperey. Je prends le commandement de l'armée. Il ne s'agit pas de discuter les ordres. Il s'agit de marcher, — et martelant les mots, — *de marcher ou de crever.* » Sur quoi, sans autre formule lénitive, il raccroche l'appareil. On n'entendit plus parler de cette question... et le corps d'armée en détresse exécuta tout de même l'ordre qu'il avait reçu.

sive immédiate, en corrélation avec l'attaque de flanc de Maunoury.

Joffre est de son avis ; mais pour que la droite allemande soit plus aisée à envelopper, il décide que l'offensive sera pour le 7. A 18 h. 30, il est à table, lorsqu'arrive la réponse de Franchet d'Esperey. Il a redit dans ses *Mémoires* l'impression de joie qu'il ressentit à lire ce message du chef de la 5e Armée : « Avec une audace intelligente, écrit-il, qui ne se trouve que dans l'âme des vrais chefs de guerre, comprenant admirablement la situation, Franchet d'Esperey n'hésitait pas à répondre *oui* à une question qui en eût fait reculer beaucoup d'autres... Le rôle de Franchet d'Esperey, dans la journée du 4 septembre 1914, mérite d'être souligné devant l'histoire. *C'est lui qui a rendu possible la bataille de la Marne*[1]. »

Sans attendre la fin du repas, Gamelin est aussitôt allé modifier l'ordre déjà rédigé. La bataille aura lieu le 6 et non le 7, ainsi que le demandent Foch et d'Esperey. Du reste, Maunoury attaquant le 5, il ne faut pas laisser von Kluck se ressaisir. Donc l'*Ordre général n° 6*, qui déclenche l'offensive de toutes les armées, est arrêté et signé, à la date du 4 septembre, 22 heures. Les armées auront un jour (le 5) pour se préparer à aller à l'attaque le lendemain. La 6e Armée passera l'Ourcq, en direction de Château-Thierry. L'Armée anglaise attaquera en direction de Montmirail. La 5e Armée ira droit au nord, c'est-à-dire aussi vers Montmirail. Le corps de cavalerie de Conneau assurera la liaison entre les Anglais et la 5e Armée. Le détachement d'Armée de Foch couvrira le flanc droit de la 5e Armée.

En somme, toutes les suggestions de Franchet d'Esperey ont été acceptées, presque de mot à mot.

A ce moment parvient la nouvelle que le maréchal French demeure incertain.

Joffre a cependant besoin de son concours. Il agit sur lui par ses messages ; puis, il vient en personne à Melun au Quartier Général anglais, le 5, à 14 heures. Le « silencieux » se fait éloquent pour convaincre le généralissime allié, et il conclut :

« Mes ordres sont donnés, et, quoi qu'il arrive, je suis décidé à jeter mon dernier homme dans la balance pour remporter la victoire et sauver la France, au nom de qui je viens solliciter de toutes mes forces le concours britannique. Je ne peux pas douter que l'armée anglaise ne vienne prendre sa part dans la lutte suprême ; son abstention serait sévèrement jugée par l'histoire... »

Sous les gros sourcils en broussailles un éclair a jailli. Le poing a frappé la table et, penché en avant, Joffre, regardant French dans les yeux, ajoute :

« L'honneur de l'Angleterre est en jeu, Monsieur le Maréchal. »

Impassible jusque-là, tandis que le traducteur rapportait les phrases du généralissime, French a rougi tout à coup. L'émotion l'étreint et c'est presque à demi-voix qu'il dit : — *I will do all my possible.* — Que dit-il ? demande Joffre à Wilson qui était auprès de lui. — Et le général de répondre, en martelant le dernier mot : « Le Maréchal a dit : Oui. »

Le même soir, 5 septembre, l'armée Maunoury partait à l'attaque et le lendemain matin la bataille de la Marne s'allumait.

En résumé :

1° Dès le 25 août, Joffre conçoit une manœuvre offensive menée par l'armée Maunoury, dans le flanc droit des armées allemandes, vers Amiens.

2° Cette bataille d'Amiens n'ayant pu avoir lieu, Joffre décide de battre en retraite derrière l'Aube et la Seine, pour constituer vers Melun une nasse où l'ennemi viendra s'engouffrer, livrant son flanc droit à l'attaque de Maunoury. Gallieni est averti de ce plan.

3° Gallieni, inquiet pour la capitale, voit défiler les Allemands vers le sud-est. Il avertit immédiatement Joffre et tient Maunoury prêt à foncer sur le flanc de von Kluck, même si Joffre ne se sent pas en état d'entreprendre tout de suite la bataille générale.

4° A l'appel de Gallieni, qui cadre si bien avec ses propres vues, Joffre consulte Franchet d'Esperey, dont l'armée est en pitoyable état, et se trouve très menacée.

5° Gallieni combine avec les Anglais un plan d'attaque de la droite allemande, pour le 6 ou le 7, mais en admettant un nouveau recul anglais.

6° Franchet d'Esperey de son côté a vu le général anglais Wilson et lui propose d'arrêter le recul, pour passer à l'offensive d'accord avec les 6e, 5e, et 9e Armées françaises. La bataille générale aurait lieu le 6.

7° French a accepté la suggestion de Gallieni et veut poursuivre son recul dans la journée du 5, afin de participer à une lutte commune avec la 6e Armée française contre la droite allemande.

8° Joffre adopte la suggestion de Franchet d'Esperey et fixe la bataille au 6, au lieu du 7.

9° Il se rend en personne auprès de French et obtient de haute lutte que le maréchal renonce à la bataille restreinte du 7, pour participer à fond à la bataille générale du 6.

On sait la suite : l'héroïque abnégation de Gallieni, jetant dans la mêlée toutes ses forces, jusqu'au dernier homme et au dernier canon, au risque d'être responsable devant l'histoire de la perte de la capitale, si la bataille se terminait mal, — la ténacité indomptable de Foch aux marais de Saint-Gond, — l'esprit de décision et d'abnégation de Franchet d'Esperey se privant de tout un corps pour soutenir Foch en péril, — l'énergique concours de de Langle de Cary et de Sarrail. « Courage, intelligence, solidarité, abnégation, sacrifices, victoire, .. vraiment, la glorieuse histoire de France, plus que millénaire, si riche en pages admirables, compte peu de joyaux qui brillent d'un éclat aussi pur, aussi serein que la grande semaine du 4 au 9 septembre 1914. »

[1] *Mémoires* de Joffre, Paris, Plon, 1932, t. I, p. 388.

IV

De très bons esprits estiment que la bataille de la Marne a sauvé la civilisation, en même temps que la France. Et il est certain que cette bataille a eu pour la liberté de la France et pour l'avenir du monde des conséquences qu'il est difficile de sous-estimer. Il n'en reste pas moins que le monde sauvé de la barbarie n'a pas été sauvé de la misère. L'une des choses dont il est le plus constamment question dans les Revues que nous lisons, c'est de la crise mondiale, c'est des pronostics plus ou moins pessimistes des observateurs sur tel ou tel pays, c'est de tel ou tel plan préconisé par quelque chef d'Etat pour venir en aide à ses concitoyens.

A maintes reprises, nous avons parlé ici de l'Amérique, de l'extraordinaire changement qui s'est produit dans ce pays en quelques années. Après avoir été l'objet de l'envie, va-t-il devenir celui de la commisération ? Le nouveau Président des Etats-Unis a étonné le monde par ses initiatives. Nous assistons à une « dégringolade » voulue du dollar, mais dont l'amplitude n'a pas sans doute été mesurée aussi exactement que l'on aurait désiré.

Il y a un plan Roosevelt (pron. *Rouzvelt)*, dont tous se demandent s'il réussira. Il semble que ce soit la dernière chance de salut pour tout un peuple.

A notre tour, interrogeons les augures. Que nous disent-ils de ce plan et de ses chances ? On sait la compétence de M. Bernard Fay dans les questions américaines. Il a donné à la *Revue de Paris* du 1er septembre une étude intitulée : *L'Expérience Roosevelt*. D'autre part, les Revues américaines parlent souvent du plan présidentiel. La vaillante Revue catholique *The Commonweal* a publié plusieurs éditoriaux à ce sujet, notamment le 1er août et le 15 septembre. M. Bernard Fay s'exprime en observateur un peu distant. La Revue *Commonweal* a un accent plus pathétique. Cela se comprend : elle tient par toutes ses fibres à l'expérience même. Les catholiques ont voté pour les démocrates ; mais ils ont regretté que Roosevelt fût préféré à l'homme d'Etat catholique dont la compétence dépassait sans doute la sienne. Ils sont donc pour Roosevelt, mais avec une nuance d'amertume et de regret.

M. Fay commence par définir M. Roosevelt :

« De tous les grands hommes du temps présent, M. Roosevelt est assurément le plus mystérieux, car il est le plus entouré, le plus expliqué, le plus disert et le plus rusé. Il sait si bien nourrir la curiosité de la foule d'une infinité de détours, de réticences et d'explosions que nul n'y comprend plus rien... M. Roosevelt, de l'avis unanime de ceux qui le connaissent, est un politicien. Il ne fut jamais dans les affaires, et comme avocat il n'atteignit point les sommets. Jadis il fit de bonnes études à l'excellente Université Harvard, et depuis il continua à s'entourer d'amis intelligents qui ne se lassèrent point de lui et dont il ne se lassa pas. Il est évident qu'il ne recherche ni les plus grands esprits ni les plus puissantes personnalités et qu'il se passe d'eux sans difficulté. Son intelligence, très vive, est habile encore plus qu'elle n'est puissante ; et elle sait se servir des idées plus aisément qu'elle n'arriverait à les posséder. »

Cela veut dire que Roosevelt n'est pas un faiseur de systèmes. Ce n'est pas un philosophe. Ce n'est pas un profond penseur ni un homme d'Etat aux vues de génie. Il ressemble plutôt, nous assure M. Fay, à une bonne cuisinière venue pour faire un « extra », qui tombe dans une cuisine qu'elle connaît mal et qui veut pourtant réussir à faire cuire le dîner. Il ne s'agit donc pas ici de doctrine, il s'agit de succès. Il faut aboutir. Peu importe le moyen. On cherche des expédients, plus que l'on n'a envie d'ouvrir une route nouvelle.

Nous avons dit une fois, ici-même, que ce qui se passe aux Etats-Unis met en cause tout un système, celui que l'on a nommé l'américanisme, la foi aux vertus « actives » et le dédain des vertus « passives », la foi au progrès humain, aux vertus humaines et spécialement aux vertus américaines, fruit du puritanisme américain. M. Roosevelt, cela va sans dire, n'accepterait pas notre manière de voir. Il continue à avoir foi dans l'étoile de son pays et encore plus dans la sienne propre. Il ne sort pas des traditions bourgeoises engendrées par ce puritanisme déconcertant et contradictoire qui domine l'histoire contemporaine des Etats-Unis. Nous disions que la maxime simpliste des économistes américains était la suivante : Gagnez beaucoup pour dépenser beaucoup et pour faire ainsi tourner la roue plus vite que jamais. L'ancien puritanisme aboutissait ainsi à une consécration du culte du confort et du bien-être humain, et donc à quelque chose de tout à fait bourgeois.

Or, Roosevelt ne s'écarte pas d'une ligne de la maxime courante. Son fameux plan tient en deux mots qui nous semblent, à nous Français logiciens et de tradition catholique, hurler d'être ensemble : Travailler moins en gagnant davantage pour pouvoir dépenser davantage et faire marcher de nouveau la roue qui menaçait de s'arrêter. Ce plan n'a donc rien de révolutionnaire. Il n'est que le déroulement logique d'un principe absurde, le principe qui a amené l'Amérique au bord de la catastrophe. Ne faisons pas de prophétie. Mais disons simplement qu'il serait extraordinaire que ce plan aboutît à un rétablissement réel d'une économie mal engagée et qui n'a réussi antérieurement qu'en raison de circonstances exceptionnelles, lesquelles ont cessé.

Notons aussi que les Etats-Unis ne peuvent pas se plaindre de subir les suites d'une guerre désastreuse. La guerre leur a profité plus qu'elle ne leur a nui. Jamais ils n'ont pu appliquer leurs principes économiques avec plus de facilité que dans la période qui va de 1914 à 1927. Jamais la roue n'a tourné chez eux à plus folle allure. Jamais un peuple n'a eu meilleure occasion de s'enrichir des dépouilles de tous les autres et n'en a mieux profité. Ce n'est donc pas la guerre qui a conduit

cette grande nation à la crise. Ce sont les principes d'action économique qui prévalaient dans son sein.

Mais Roosevelt ne voit pas cela. Il ne le croit pas. Son entourage encore moins. M. Fay dit de lui assez durement :

« Sachez que seul son dîner lui importe. Si vous voulez comprendre M. Roosevelt, comprenez d'abord qu'inflation, Europe, internationalisme, nationalisme, étalon-or, fraternité des peuples, ne l'empêcheront jamais de dormir. Il veut la prospérité des Etats-Unis. Il la veut constamment et uniquement... Il s'entoure d'idées en 1933, comme d'autres se sont jadis entourés de machines. Ses idées lui servent à réparer les machines qui ne semblent pas capables de se réparer elles-mêmes. Ses idées en réalité sont des idées-instruments et l'on pourrait les nommer des idées-trucs, si cela était poli. Ce ne sont jamais des idées-principes. C'est pourquoi il est si injuste de représenter M. Roosevelt comme un bolchéviste, un radical, ou un esprit dangereux Comme tous les bourgeois d'Amérique (et tout le monde en Amérique est un bourgeois passé, présent ou à venir), il veut la prospérité. »

Sa force lui vient de sa confiance en lui-même et de celle qu'il a le don d'inspirer. On ne pouvait plus sentir Hoover. Le parti démocrate a bénéficié de cette antipathie croissante contre le chef obstiné des Républicains. Il fallait prendre le contre-pied de Hoover, et Roosevelt avait ainsi une politique toute tracée. Mais il est assez souple pour reprendre certaines mesures de Hoover sans le dire, quand il le faut. Il a le sourire, qui est très important en politique. « Avec ce que vous avez entrepris, lui disait un ami, vous serez le plus grand ou le pire de tous les Présidents que l'Amérique a connus. — Non, répondit-il, je serai le plus grand ou le dernier ! »

Quand il prit le pouvoir, il put espérer d'abord qu'il serait servi par le hasard. On était peut-être arrivé au fond du trou, les affaires reprendraient, et on lui en attribuerait le mérite. En démocratie, le hasard joue un grand rôle. Une mauvaise récolte peut tuer un gouvernement qui n'en peut mais, et une récolte heureuse peut consacrer un politicien qui n'y est naturellement pour rien. Mais le relèvement ne se produisit pas. La situation économique devenait toujours plus sombre. Les négociations avec les autres pays ne conduisaient à rien. Chaque nation avait ses ennuis, ses craintes, son fardeau à porter. Les Etats-Unis ne pouvaient plus compter être les pourvoyeurs de l'univers, comme ils l'avaient été durant dix ans et plus.

Talonné par le Congrès, mis en demeure de faire quelque chose, Roosevelt eut une idée, la seule que l'on discerne dans sa politique : ne pas laisser l'initiative au Parlement, ne pas se laisser déposséder, donc faire quelque chose lui-même, publier un plan, saisir l'opinion publique, la tenir en éveil, la tourner vers lui et vers lui seul, la galvaniser d'espoir en lui !

Faire quelque chose ! Mais quoi ? Un cri montait vers lui. Les électeurs se partageaient en gros en deux catégories : les créanciers et les débiteurs. Les débiteurs insolvables étaient la majorité, l'immense majorité. Les circonscriptions rurales en étaient pleines. C'était elles qu'il fallait apaiser. Comment faire ? Proclamer un moratoire des dettes ? Mais ce n'était pas résoudre le problème. Un moyen plus rapide et plus sûr, c'était l'inflation. Abandonner l'étalon-or, c'était ouvrir des crédits nouveaux, c'était substituer du papier au métal, donner des facilités de paiement à ceux qui n'en avaient pas et favoriser les débiteurs au détriment des créanciers. Il est vrai que ceux-ci pouvaient se consoler en songeant que, sans cette mesure, ils n'auraient peut-être rien eu du tout. L'inflation apparut comme un remède magique. Roosevelt l'adopta.

Mais là encore, tandis que nombre de ses conseillers en faisaient un principe, lui n'y voyait qu'un « truc. » Le procédé est en soi révolutionnaire : car il y a révolution dès qu'il y a transfert d'autorité ou de richesse ou d'influence, par coup d'état arbitraire. Ici, il y a bien transfert ou redistribution de richesses, mais l'intention n'y est pas. On reste en régime bourgeois et capitaliste. Il s'agit, par l'inflation, de rendre de l'activité à l'industrie et au commerce. Le fermier endetté retrouvera un pouvoir d'achat, le capitaliste dépensera de nouveau, l'ouvrier gagnant davantage fera de même. Une loi autorisa donc le Président à diminuer la valeur du dollar. De fait, de 25,47 qu'il valait au pair de notre franc, il est tombé à la fin de septembre à 16,80. Il a donc subi une perte d'environ 34 %.

On fit aussi des lois pour hausser le prix des produits agricoles, en taxant les consommateurs et en répartissant le produit de la taxe chez les fermiers, à condition que ceux-ci réduiraient l'étendue et la quantité de leurs cultures. La population rurale paierait donc ses dettes en dollars dépréciés, recevrait de ses clients une plus grosse quantité de dollars, et en plus une prime du gouvernement ; les fermiers pourraient redevenir acheteurs. Ainsi le problème agricole était résolu : produire moins pour vendre plus cher, telle était la formule, qui semble assez enfantine. Nous avons dit que le fermier américain n'est pas un paysan, comme chez nous. C'est un industriel qui ne marche qu'avec le secours de la banque. On aurait pu croire qu'une solution plus heureuse eût été de diviser la terre, d'y employer une multitude de ces chômeurs qu'il s'agit de rendre à une vie de travail honnête. Mais l'Amérique n'a jamais connu de paysannerie. Elle ne peut s'engager dans cette voie : elle ne saurait pas s'y prendre. L'Angleterre, qui a été paysanne il y a trois siècles, a oublié aussi le chemin qui ramène à la terre.

Roosevelt ne pouvait toutefois se désintéresser du gros problème du chômage. Il n'y vit de remède que par un réveil de l'industrie. D'une part, on rendrait une clientèle à l'industrie en rendant un pouvoir d'achat aux fermiers endettés et désespérés. D'autre part, on ferait accepter aux indus-

triels des chartes de travail, en vertu desquelles les patrons s'engageraient à faire travailler moins et à payer davantage leurs ouvriers. Une réduction des heures de travail nécessiterait une augmentation numérique des ouvriers. Et une augmentation des salaires, en donnant un pouvoir d'achat plus grand à un plus grand nombre de gens, ferait grossir le volume des fabrications.

Là encore, solution presque simpliste. Raisonnons en effet. Que demande une industrie pour prospérer ? Une clientèle toujours croissante, ou tout au moins toujours égale. Jusqu'à présent, les Etats-Unis n'avaient pas eu à se préoccuper de la clientèle. Avant la guerre, l'immigration amenait la clientèle aux portes des usines américaines. Pendant la guerre, et dans les premières années d'après-guerre, la carence des pays européens producteurs donnait à l'industrie américaine des facilités inouïes. Mais puisque l'Europe se ferme, puisque les colonies n'achètent plus, il faut établir un circuit intérieur. Le client, nous n'irons point le chercher au dehors. Le client, ce sera le fermier d'une part et l'ouvrier d'autre part. Toute la question est donc de conférer à ces clients un pouvoir d'achat suffisant. Si on paie cher les produits agricoles et cher l'ouvrier d'usine, on pourra vendre une plus grosse quantité de produits fabriqués conférant le confort et le bien-être qui sont la fin même de la vie économique.

Après ces belles découvertes, le Congrès se sépara et le Président partit pour une croisière en yacht. C'était le moment où la Conférence de Londres se réunissait. Quand il l'avait réclamée, Roosevelt croyait encore à la vertu des accords internationaux. Quand elle se réunit, il n'y croyait plus, il était convaincu que l'Amérique devait se relever d'elle-même. *America farà da se !*

C'est ce qui explique les revirements qui, de sa part, parurent si étranges et même si scandaleux. Il se déjugeait sur toute la ligne, il ne voulait plus d'un dollar fixe, ni d'un abaissement des tarifs douaniers. Il avait trouvé autre chose. Il fallait donc torpiller la Conférence, qui arrivait comme la moutarde après déjeuner. Ses représentants à Londres le firent sans ménagements. Le public européen n'y pouvait rien comprendre. Bien mieux, comme le travail des délégués pouvait n'être pas assez bien fait, Roosevelt lui-même envoya à la Conférence une lettre « riche d'impertinence cordiale et de morale arrogance », suivant le mot de M. Fay, dans un article du *Correspondant* (25 septembre) où il nous expose *les Dessous de la Conférence*. La bombe était de taille. Elle éclata au moment voulu et fit tout le tapage que le Président pouvait désirer. Cette date du 3 juillet 1933, qui est celle du message de Roosevelt, est à retenir. Elle indique une rupture des Etats-Unis avec l'Europe. Le message est vide par lui-même. Mais le public américain n'a voulu y voir que l'intention insolente envers les Européens et surtout envers les Français qui renient leurs dettes et qui donnent des leçons de stabilité financière. D'un bout à l'autre du continent américain, nous apprend M. Fay, on acclama sa lettre comme la « deuxième Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis. »

Ayant ainsi provisoirement liquidé l'Europe, Roosevelt se remit à la tâche dans son pays. Il s'agissait de faire usage des pouvoirs et des lois votés par le Congrès. Un dictateur économique, le général Hugh Johnson, fut installé à Washington. Franklin Roosevelt se mit au microphone. Il s'appliqua à frapper l'opinion, à entraîner les hésitants, à convaincre ses concitoyens. Son discours diffusé dans tout le pays, religieusement écouté par tous les habitants, était plein de promesses directes et vagues et de menaces lointaines et précises. Si on l'écoutait, cela irait mieux tout de suite, mais jusqu'à quel point ? Il ne le disait pas. Si on ne l'écoutait point, ce serait la catastrophe irrémédiable. On institua une affiche-décoration destinée à parer toutes les boutiques qui acceptaient les « codes » du travail distribués par le général Johnson : un aigle bleu sur fond blanc avec cette devise : « Je fais mon devoir. » Cette réclame formidable réussit. Les villes se pavoisèrent d'aigles bleus ; on en vit aux devantures, sur les autos et jusqu'aux chapeaux des dames.

*The Commonweal* pouvait écrire le 4 août :

« Six millions d'hommes et de femmes rendus au travail par le Labor Day ! Telle est la formidable promesse faite par le général Hugh Johnson, administrateur de l'*Industrial Recovery Act* (Loi de Restauration industrielle). Cette promesse est basée sur ce fait consolant que le Président Roosevelt avait à peine terminé son appel par la radio qu'un flot d'acceptations de son plan pour hâter l'application de la loi de restauration commença à se porter de tous les points du pays vers la Maison Blanche. Ces acceptations venaient à la fois des dirigeants des grosses firmes et de milliers d'employeurs à la tête d'unités plus petites dans l'industrie et le commerce, — ces hommes que le Président décrivait très justement comme la colonne vertébrale de la nation... Le plus grand effort connu jusqu'ici pour résoudre le gigantesque problème du chômage a été lancé sous les plus favorables auspices. Prier, de cette façon qui est la meilleure forme de prière, c'est-à-dire par le travail pratique, pour le succès du plan gigantesque est devenu un devoir patriotique. Six millions d'hommes et de femmes retournant au travail, cela signifie un nombre d'Américains multiplié par quatre tirés des fondrières de la paresse, de la dépendance à l'égard de la charité privée ou publique et rendus au moins en partie à la liberté. La plaie du chômage en serait guérie à moitié ! »

Et l'article continuait par des vœux très accentués pour le succès de l'entreprise, par des expressions d'espoir et même par un appel au sentiment religieux en faveur du plan.

Une immense bonne volonté se manifestait donc de toutes parts aux Etats-Unis, autour des initiatives de Roosevelt. Dès la fin de juillet, on constatait que le nombre des sans-travail diminuait ; les bureaux de charité et les œuvres de secours privées voyaient s'éclaircir leur clientèle. Le premier résultat que le Président visait semblait atteint :

on avait fait de la place pour plus de travailleurs. Mais cela ne suffisait pas. Il était nécessaire, pour l'ensemble du système, de tuer ce que nous appellerions l'esprit d'économie, ou la politique du « bas de laine », et ce que les Américains considèrent comme une désertion économique, comme un crime contre la solidarité, comme un acte impardonnable d'égoïsme. — De toute évidence, c'est là que se trouve le fossé entre leur conception et la nôtre. — Une campagne fut lancée à la fin de juillet pour pousser le public à la dépense. C'est ce que nous trouvons de tragique dans la destinée de ce puritanisme issu de Calvin qui en vient à ne pouvoir plus prêcher autre chose que ceci : — Dépensez, ne vous privez de rien, la jouissance, l'amour du confort sont des vertus, l'économie est un vice, il faut acheter à outrance, il faut faire grossir le volume des achats. C'est à ce prix que la machine tournera de plus belle !

Si le volume des achats augmente régulièrement, le plan Roosevelt triomphe, le pays est sauvé, l'Administration remporte la plus grande victoire des siècles. S'il reste stable ou diminue, c'est la faillite du Président et de sa politique.

Jusqu'ici le plan réussit.

« L'espoir est répandu partout, les chemins de fer signalent une amélioration sensible, la plus grosse compagnie de construction automobile, la « General Motors », a vendu en juillet 1933, 190 % de ce qu'elle vendait à pareille époque, en 1932, les textiles sont pleins d'animation après quatre ans de marasme et les grands centres, tels que New-York et Chicago, donnent l'impression d'une reprise d'activité. Quant aux fermiers, la politique Roosevelt, aidée par une récolte exceptionnellement mauvaise, a si bien fait monter les prix de leurs denrées qu'ils se contentent de bénir le ciel et le Président. »

Mais que valent ces premiers résultats ? Quand on secoue une montre dont le ressort est cassé, on la met toujours en marche pour quelques secondes. Pour que le mouvement se poursuive, il faut changer le ressort. Roosevelt l'a-t-il changé ? Il ne semble pas.

De fait, M. Fay fait observer que jusqu'ici les objets qui se vendent ont encore été fabriqués aux anciens prix. Mais en octobre, on va commencer à écouler les produits manufacturés dans les conditions fixées par les nouveaux codes, c'est-à-dire à des prix bien plus hauts. Il faudra que les industriels se résignent à gagner très peu sur chaque objet, ou que le public accepte de payer plus cher. Si le public paie plus cher, à quoi servira l'augmentation des salaires ? L'inflation devra se poursuivre jusqu'à la faillite finale, pour qu'il reste toujours une marge d'avance pour l'acheteur. Si les prix ne s'élèvent pas, il n'y aura que les gros fabriquants qui pourront tenir coup ; le grand débit les sauvera. Mais toutes les affaires moyennes ou petites seront en péril constant de faillite. Et si les faillites se multiplient outre mesure, ce sera la grande faillite du plan lui-même.

Cependant, en l'absence du Congrès, le Président aura encore en octobre de grands pouvoirs. Il est possible qu'il traverse ce mois critique. La grande épreuve sera l'hiver. On le sent fort bien en Amérique. Nous n'en voulons pour preuve que l'article de *Commonweal* du 15 septembre, intitulé « Before snow flies, *Avant que la neige tombe.* »

Voici les passages les plus importants de cet éditorial, où perce une inquiétude indéniable.

« Comme le général Johnson l'a dit dans son adresse du Labor Day à Chicago, le formidable effort qui a été fait pour lancer l'Acte de Restauration nationale a atteint, à ce jour, un objectif très important, mais qui est seulement l'un des nombreux objectifs vitaux qu'il est absolument nécessaire d'atteindre avant que l'on puisse déterminer si le plan doit réussir ou non. Ce premier objectif était d'enrôler la majorité des employeurs du pays sous les dispositions de l'Acte de Restauration. Cela a été fait, non point parfaitement, mais presque complètement. Un examen de la situation, suivant le rapport du général, prouve que la plupart des industries et des commerces ont accepté les codes qui leur étaient proposés ou qui sont en cours d'étude. Des rapports venus des principales cités établissent que pratiquement tous les employeurs ont signé leur accord avec le Président. Quant aux chiffres des travailleurs ayant recouvré leur ancienne capacité d'achat, les seuls chiffres sont ceux de la Fédération du Travail, qui indique qu'environ deux millions d'hommes et de femmes sont retournés à leur tâche.

« Il y a eu tant de prophéties trompées en ces quatre dernières années, a dit encore le général Johnson, que nous avons décidé tout de suite de ne pas nous adonner à la même habitude... Les indices probants vont venir dans les quelques semaines qui vont suivre. Je ne sais pas ce qu'ils nous apprendront, car je ne puis savoir avec une certitude absolue ce que chacun fera dans le pays. Mais il y a une chose que je sais, sans l'ombre d'un doute : c'est que, si tout le monde fait son devoir sous l'Aigle bleu, c'est-à-dire si tout employeur applique le code ou l'accord conclu sous le signe de l'Aigle bleu, si tout consommateur achète sous l'Aigle bleu et achète généreusement et achète réellement jusqu'à la plénitude de ses besoins, les affaires américaines et la reprise du travail feront le plus beau saut en avant qui ait été fait depuis des années, et nous serons en route pour sortir de la crise avant que la neige ne tombe. »

Cette affirmation, avouons-le, doit être distinguée de ce que le général Johnson appelait des « prophéties », genre auquel il a déclaré qu'il renonçait ; on doit bien plutôt regarder cela comme la simple déduction des faits de la situation qu'il considère. Mais qu'il ait eu ou non l'intention de le faire, la phrase dont il s'est servi « avant que la neige ne tombe » a donné à tout son exposé une atmosphère de terrible et presque sinistre signification. Car l'ombre de l'hiver qui va venir assombrit ce doute que même le directeur du plan de restauration révèle avec franchise, — le doute sur le succès ou l'échec du plan. — Et qu'arrivera-t-il s'il ne réussit pas ? Supposons que le ruisseau des travailleurs retournant aux moulins, aux mines ou aux boutiques ou aux ateliers et aux offices s'arrête, ou tout au moins n'augmente pas jusqu'au volume énorme qui serait nécessaire pour que la restauration du pouvoir public d'achat suffise à soutenir la vie économi-

que de la nation. Alors qu'arrivera-t-il ? L'Acte de Restauration nationale ne peut pas être simplement mis de côté et un prompt retour au système antérieur exécuté.

Car, la nouvelle méthode a très profondément touché le vaste mécanisme de l'industrie, de l'agriculture, de la banque et de toutes les affaires en général. Il s'ensuit que le rétablissement du système antérieur serait impossible. En outre, ce fut précisément l'application de ce système antérieur qui conduisit la nation à la catastrophe. Autant que nous en puissions juger, rien d'autre qu'une seconde, et bien pire catastrophe doit être attendue en cas d'échec du plan de restauration.

Il ne faut pas oublier que même si deux ou trois millions de chômeurs de plus étaient remis au travail avant que la neige ne tombe, — ce qui indiquerait en vérité un progrès continu, quoique lent, vers le succès du plan, — il resterait encore de six à huit millions de chômeurs qu'il faudrait secourir pendant tout l'hiver. Et avec eux, leurs familles, au moins de 20 à 30 millions d'habitants. Or, si malaisée que soit cette tâche inévitable, même au cas où il n'y aurait aucune interruption dans le mouvement de restauration, la moindre interruption de cette nature, pour ne rien dire d'un échec possible du plan, signifierait un désastre national.

Dès maintenant, la condition de millions d'Américains, y compris des centaines de milliers appartenant à des classes qui jusqu'ici étaient à l'abri de toute détresse aiguë, est presque désespérée. Un ouvrier écrivait récemment au journal de New-York *Herald Tribune* qu' « il pouvait affirmer positivement que, dans la cité de New-York, il y a des milliers de gens qui meurent lentement de faim, non seulement dans les taudis, mais parmi les classes les meilleures de la haute ville. » Commentant une nouvelle suivant laquelle l'Etat de New-York a récemment rayé des listes de secours 30.000 familles, ce qui semblait devoir être salué comme un signe de temps meilleurs, ce même ouvrier, H. S. Rogers, affirme que la liquidation de ces 30 000 cas, chaque cas représentant une famille, et la réduction des listes de charité en général a été faite « en dépit des protestations des intéressés, car peu d'entre eux ont trouvé du travail, en dépit des efforts des travailleurs en leur faveur. »

Des attestations du même genre pourraient être données, pour presque toutes les régions du pays, par ceux qui sont réellement au courant de la misère de cette multitude des victimes que la crise a faite. Harry L. Hopkins, directeur de la *Federal Relief administration*, dont les statistiques font ressortir que plus de 250.000 familles ont été rayées des listes publiques pendant le mois de juillet, reconnaît dans son rapport qu'en beaucoup de localités les secours sont accordés sur une base de famine.

« Avant que la neige ne tombe, » nous le répétons, il faut qu'il se produise une rapide accélération de tous les efforts pour rendre la restauration effective. Ce sera une gloire pour la nation, en vérité, si l'on peut jusqu'au bout compter sur la coopération de tous. Mais si la coopération fléchit, il faut que l'on mette sur pied des mesures plus sérieuses et sans aucun retard. Que les dents de la Loi soient découvertes. Qu'elles ne soient plus une menace, mais une réalité. L'échec du Plan NRA [1] doit être évité à tout prix. Car s'il échoue, notre situation sera grandement pire qu'à présent. »

Nous avons donné à peu près en son entier cet éditorial, qui ressemble à un cri de détresse S. O. S. lancé à travers le pays. On aura remarqué vers la fin l'allusion aux « dents de la Loi ». De toute évidence, si le plan ne remporte pas un prompt et plein succès, l'Amérique aura recours à quelque dictature révolutionnaire. Cette seule perspective nous fait mesurer la gravité d'une situation que la prospérité antérieure des Etats-Unis et l'énorme fortune accumulée dans le pays nous empêche bien souvent de voir telle qu'elle est.

V

Terminons cette Causerie par quelques indications concernant ce que M. Mombelli appelle, dans *l'Illustration vaticane* du 1-15 septembre (édition française), les « *Contestations au sujet de la Garde du Cénacle.* »

Certes, il y a bien peu de lieux qui soient plus sacrés pour la piété chrétienne que le Cénacle. C'est là que fut instituée la Sainte Eucharistie, là que fut inaugurée la Messe, là que fut créé le Sacerdoce chrétien. C'est là que Jésus fit ses adieux à ses apôtres, en un discours sublime. C'est de là qu'il est parti pour marcher au sacrifice rédempteur. C'est au Cénacle qu'il est apparu, au soir de Pâques, à dix de ses apôtres, et huit jours plus tard aux Onze, y compris Thomas. C'est là que s'opéra le miracle de la Pentecôte. Depuis l'Ascension, les apôtres y avaient établi ce qu'on pourrait nommer leur Quartier Général. Ils y avaient choisi Matthias pour remplacer Judas. Ils y consacrèrent les premiers diacres. Jacques le Mineur, premier évêque de Jérusalem, en fit sa cathédrale ; on peut vraiment dire du Cénacle qu'il fut « Mater omnium ecclesiarum. » C'est encore là que se tint le premier de tous les Conciles, vingt ans après la mort du Christ.

S. Epiphane, parlant de l'arrivée de l'empereur Adrien à Jérusalem, en l'an 135, dit que « les chrétiens possédaient encore la petite église construite là où était le Cénacle. » Et il précisait que cette église se trouvait dans le quartier de l'antique Sion épargné lors du siège de l'an 70. Dans la suite, le sanctuaire primitif fut englobé dans une basilique plus vaste. Le « pèlerin arménien » nous en a laissé une description détaillée où on lit en particulier ceci : « Elle a 100 coudées de long et 70 de large ; elle compte 80 colonnes réunies entre elles par des arcs. L'architecture très simple à l'intérieur rejoint un plafond de bois auquel est suspendue la couronne d'épines qui fut placée sur la tête du Rédempteur. »

L'invasion de Chosroès, en 614, fit bien des ruines dans la cité. Mais ce sanctuaire fut vite réparé après la victoire d'Héraclius. En 966, il fut de nouveau saccagé, puis brûlé par les Juifs et les Musulmans. Les Croisés s'empressèrent de le restaurer suivant le plan primitif. Au XIIe siècle, il portait le titre de Sainte-Marie du Mont-Sion. La partie supérieure de cet édifice constituait le Cénacle proprement dit et se nommait chapelle du Saint-Esprit. Au XIIIe siècle c'étaient des chanoines réguliers de St-Augustin qui desservaient l'édi-

[1] « *New Recovery Act*, Nouvel Acte de Restauration. » C'est le nom officiel du plan Roosevelt.